TRADE Solutions BNP PARIBAS

ISRAËL : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Dans cette page : Le contexte économique | Le contexte politique | Réponse du pays au COVID-19

Le contexte économique

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'économie israélienne a enregistré l'une des meilleures performances des pays de l'OCDE ces dernières années, principalement grâce à l'augmentation de la population en âge de travailler et du taux d'activité. Après un arrêt brutal dû à la pandémie de COVID-19, l'économie israélienne a repris le chemin de la croissance (+6,5% en 2022). Le pays a enregistré de bons résultats au cours de la première partie de l'année 2023, avec une croissance du PIB d'environ 3 % au cours des trois premiers trimestres ; toutefois, l'évolution du conflit à la suite des attaques terroristes du Hamas contre Israël le 7 octobre a eu un fort impact économique. La croissance estimée a donc été ramenée à environ 2 % du PIB en 2023 (CBS). En 2024, les résultats dépendent de la durée de la guerre et de la question de savoir si le conflit reste confiné à Gaza ou s'étend à d'autres régions, comme l'implication potentielle du Hezbollah dans le sud du Liban. La situation sécuritaire et une diminution notable de la main-d'œuvre civile, associées à une baisse du sentiment économique, ont principalement un impact sur la consommation privée et l'investissement en raison de perturbations du côté de l'offre. En outre, la croissance des exportations devrait être entravée par un déclin du tourisme.

En 2023, Israël a enregistré un déficit budgétaire de 4,2 % de son produit intérieur brut, ce qui représente un changement important par rapport à l'excédent de 0,6 % observé en 2022. Ce changement a été attribué à l'augmentation des dépenses de l'État, en particulier pour financer la guerre contre le groupe islamiste palestinien Hamas à Gaza (données du ministère des finances). Les législateurs ont approuvé un budget de guerre d'environ 30 milliards de shekels pour 2023 et les ministres du cabinet discutent actuellement d'un budget révisé pour 2024, impliquant des fonds supplémentaires de plusieurs dizaines de milliards de shekels, ce qui devrait porter le déficit budgétaire à environ 6 % en 2024. Début novembre, le parlement a approuvé un programme de soutien aux entreprises d'un montant de 15 milliards de NIS (0,8 % du PIB), comprenant des subventions pour les entreprises situées près des frontières de Gaza et du Liban et d'autres basées sur les pertes de revenus. Les mesures de soutien s'étendent aux ménages évacués, à l'accès simplifié aux allocations de chômage et aux mesures de liquidité pour les entreprises, comme le report du paiement de la TVA et les garanties de prêt. Le ratio dette publique/PIB d'Israël s'élevait à 62,1 % en 2023, contre 60,5 % un an plus tôt. En 2023, Israël a réussi à lever environ 42,3 milliards d'USD, ce qui souligne sa capacité à obtenir des fonds importants même en temps de guerre et reflète un niveau élevé de confiance des investisseurs dans le pays (données du ministère des finances). L'inflation des prix à la consommation, à 3,7 % en octobre, est restée supérieure à la fourchette cible de 1 à 3 % de la Banque centrale, et l'évolution de l'inflation dépendra de l'interaction des perturbations de l'offre et de la demande.

Israël a l'un des niveaux de vie les plus élevés de la région, avec des salaires conformes à la moyenne européenne (le PIB par habitant en PPA a été estimé à 54 771 USD en 2023 par le FMI). Cependant, environ 21 % des Israéliens vivent dans la pauvreté et les inégalités sont relativement importantes. En outre, les ménages souffrent des prix élevés de l'immobilier et du coût de la vie. Le marché du travail israélien est tendu : au cours de la première partie de l'année 2023, le marché du travail était proche du plein emploi (le taux de chômage s'élevait à 3,4 % en septembre). Néanmoins, le déclenchement de la guerre avec les militants palestiniens du Hamas a entraîné le déplacement de dizaines de milliers de citoyens, de sorte que le taux a grimpé à 9,6 % en octobre, 428 400 personnes étant sans emploi contre 163 600 en septembre.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB *(milliards USD)*	525,00	521,69	539,84	569,04	598,91
PIB *(croissance annuelle en %, prix constant)*	6,5	3,1	3,0	3,3	3,6
PIB par habitant *(USD)*	54.337	53.196	54.059	55.961	57.842
Solde des finances publiques *(en % du PIB)*	-0,2	-2,2	-2,4	-3,0	-3,4
Endettement de l'Etat *(en % du PIB)*	60,7	58,2	56,8	56,4	56,3
Taux d'inflation *(%)*	n/a	4,3	3,0	2,5	2,3
Taux de chômage *(% de la population active)*	3,8	3,5	3,9	4,0	4,0
Balance des transactions courantes *(milliards USD)*	18,01	21,97	21,67	22,19	22,62
Balance des transactions courantes *(en % du PIB)*	3,4	4,2	4,0	3,9	3,8

Source : FMI - World Economic Outlook Database, Dernières données disponibles.

Note : (E) Données estimées

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

Israël a une économie diversifiée et technologiquement avancée. Le secteur agricole emploie 1 % de la population active et représente 1,3 % du PIB (Banque mondiale, dernières données disponibles). Le pays dispose d'une surface agricole de 638 400 ha (FAO) et ses principales cultures sont les fruits et légumes, les céréales, le vin et l'élevage bovin. Israël dépend presque entièrement des importations pour son approvisionnement en produits alimentaires : ses ressources limitées en terres et en eau empêchent l'autosuffisance agricole et affectent les coûts de production locaux et les prix à la consommation. Néanmoins, les progrès technologiques et l'innovation croissants, un niveau élevé d'investissement dans la R&D et l'expansion potentielle des ressources en eau sont parmi les principaux moteurs de la croissance du secteur agricole. Israël est devenu un pays leader dans le domaine de l'agro-technologie, "reverdissant" le désert pour y faire pousser la plupart des denrées alimentaires exportées.

L'industrie israélienne excelle dans la production de produits chimiques (Israël est spécialisé dans les médicaments génériques), de plastiques et de haute technologie (aéronautique, électronique, télécommunications, logiciels, biotechnologies, etc.) L'industrie dans son ensemble représente 17,2 % du PIB et emploie 17 % de la population active (Banque mondiale). De nombreuses entreprises, en particulier celles qui produisent des technologies de pointe, ont bénéficié de leur capacité à obtenir des financements de Wall Street et d'autres centres financiers internationaux (Israël est le deuxième pays, après le Canada, en termes de nombre d'entreprises enregistrées sur les marchés boursiers américains). En outre, de nombreuses grandes entreprises internationales de haute technologie ont établi des centres de R&D en Israël : des sociétés telles que Intel, Microsoft, Cisco, IBM et Apple ont choisi Israël comme site pour leurs premiers centres de développement en dehors des États-Unis. D'autres secteurs d'activité importants sont le textile et la taille du diamant. Dans l'ensemble, on estime que le secteur manufacturier représente 10 % du PIB.

La majorité de la main-d'œuvre (82 %) est employée dans le secteur tertiaire, qui représente 72,4 % du PIB. Le tourisme reste important malgré le conflit israélo-palestinien : en 2022, 2,675 millions d'entrées touristiques ont été enregistrées (contre seulement 397 000 en 2021 et 831 000 en 2020, mais toujours 41 % en dessous du niveau pré-COVID), tandis que les recettes du tourisme entrant s'élevaient à environ 13,5 milliards d'ILS, contre environ 23 milliards d'ILS en 2019. L'économie israélienne est également à la pointe des industries de services de haute technologie. Bien que fortement exposé au secteur immobilier, le système bancaire israélien est considéré comme stable.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur *(en % de l'emploi total)*	0,9	17,0	82,1
Valeur ajoutée *(en % du PIB)*	1,3	17,2	72,4
Valeur ajoutée *(croissance annuelle en %)*	6,7	6,0	9,2

Source : Banque Mondiale, Dernières données disponibles.

Retrouvez plus d'information sur votre secteur d'activité sur notre service Etudes de marché.

INDICATEUR DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

Définition

Note : 73,8/100

Rang mondial : 26

Rang régional : 2

Liberté économique dans le monde (carte interactive)
Source : Indice de liberté économique, Heritage Foundation

CLASSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Définition

Note : 7.71/10

Rang mondial : 16/82

Source : The Economist Intelligence Unit - Business Environment Rankings 2020-2024

RISQUE PAYS

Consultez l'analyse risque pays proposée par Credimundi.

LES SOURCES D'INFORMATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Les ministères
Liste des ministères
Ministère de l'Agriculture et du développement rural
Ministère des affaires étrangères
Ministère de l'Économie et de l'Industrie
Ministère des Communications
Ministère de la Construction et du Logement
Ministère des Finances
Ministère du Tourisme
Ministère de la Santé

L'office de statistique	Bureau Central des Statistiques
La banque centrale	Banque d'Israël
Les places boursières	Bourse de Tel-Aviv
Les autres ressources utiles	Site du gouvernement israélien Informations économiques du Ministère des Affaires étrangères
Les principaux journaux on-line	Haaretz (section "Business") The Times of Israel Globes Jerusalem Post (page "Business et Innovation")

Le contexte politique

Chefs de gouvernement	Président : Isaac HERZOG (depuis le 7 juillet 2021) Premier ministre : Benjamin NETANYAHU (depuis le 29 décembre 2022)
Les prochaines élections	Présidentielle : Juin 2028 Parlement : Novembre 2026
Le contexte politique actuel	Les dernières élections législatives ont vu le bloc de droite dirigé par Binyamin Netanyahou, avec quatre partis (Likoud, Sionisme religieux, Shas et Judaïsme uni de la Torah), obtenir une majorité de 64 sièges (sur un total de 120 sièges). Un mois après son investiture, le sixième gouvernement de M. Netanyahou a proposé une série de cinq modifications du système judiciaire et de l'équilibre des pouvoirs visant à réduire le rôle de la Cour suprême d'Israël et à transférer son autorité à la Knesset (Parlement). Cette mesure a déclenché de vastes manifestations dans tout le pays, suscitant les critiques d'experts juridiques, de partis d'opposition et d'organisations de la société civile. Les manifestations se sont poursuivies pendant plusieurs mois, reflétant les profondes inquiétudes de la population quant à l'érosion de l'indépendance judiciaire et au risque d'ingérence politique dans le système judiciaire. Le 27 mars 2023, en réponse aux manifestations publiques et aux grèves générales, M. Netanyahou a déclaré l'arrêt du processus de réforme afin de faciliter les discussions avec les partis d'opposition. Par la suite, le 24 juillet 2023, la Knesset a approuvé un projet de loi limitant le pouvoir de la Cour suprême de juger déraisonnables les décisions du gouvernement. Toutefois, le 1er janvier 2024, la Cour suprême a invalidé le projet de loi. Le 7 octobre, des militants palestiniens, dirigés par le Hamas, ont lancé une attaque de grande envergure et des tirs de roquettes soutenus depuis la bande de Gaza vers le sud d'Israël. En réponse, Israël a entrepris une réaction militaire substantielle, mobilisant un nombre important de réservistes. Dans la soirée du 27 octobre 2023, Israël a lancé une invasion à grande échelle de la bande de Gaza dans le but de démanteler le Hamas et de renverser la gouvernance de l'organisation dans la bande de Gaza. Les tensions dans la région restent vives, notamment avec la Syrie, le Liban et l'Iran.
Les principaux partis politiques	Le système politique israélien est basé sur la représentation proportionnelle. Aucun parti n'est en mesure d'assumer le pouvoir de manière indépendante, de sorte que les groupes politiques coopèrent souvent et forment des gouvernements de coalition. Les partis politiques représentés au Parlement sont les suivants - Likud : parti national libéral, de droite, nationaliste - Yesh Atid (Il y a un avenir) : centre, libéral - Union sioniste : centre-gauche - Unité nationale : alliance politique composée du parti Bleu et Blanc et du parti Nouvelle Espérance, centriste - Shas : sioniste, populiste, conservateur - United Torah Judaism : droite, conservatisme, religieux - Yisrael Beiteinu : conservatisme, nationalisme - Liste arabe unie (Ra'am) : Parti politique arabe, il s'agit de l'aile politique de la branche sud du mouvement islamique. - Hadash-Ta'al : liste commune du parti Ta'al et de la coalition politique Hadash, gauche, soutient la solution des deux États. - Parti travailliste israélien (HaAvoda) : parti de gauche.
La nature de l'Etat	Israël (nom officiel : État d'Israël) est un État-nation fondé sur la démocratie parlementaire.
Le pouvoir exécutif	Le Président est le chef de l'État et est élu par le parlement israélien, la Knesset, pour un mandat de sept ans. Son rôle est essentiellement cérémoniel. Le président choisit le chef du parti ou de la coalition majoritaire à la Knesset pour exercer les fonctions de Premier ministre pour un mandat de quatre ans. Le Premier ministre est le chef du gouvernement et détient le pouvoir exécutif, y compris l'exécution de la loi et la gestion des affaires courantes du pays. Le cabinet est choisi par le Premier ministre avant d'être approuvé par la Knesset.
Le pouvoir législatif	Le pouvoir législatif en Israël est monocaméral. La Knesset (parlement) est composée de 120 membres, élus au suffrage universel pour un mandat de quatre ans. La Knesset peut décider

d'être dissoute par un vote de défiance à la majorité simple. Le Premier ministre ne peut ni dissoudre la Knesset ni y opposer son veto. Les citoyens israéliens jouissent de droits politiques importants.

INDICATEUR DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE :

Définition

Rang mondial :	86/180

INDICATEUR DE LIBERTÉ POLITIQUE

Définition

Classement :	Libre
Liberté politique :	2/7
Libertés individuelles :	3/7

Liberté politique dans le monde (carte interactive)
Source : Liberté dans le monde, Freedom House

Réponse du pays au COVID-19

Restrictions de voyage	Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on TravelDoc Infopage. To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by IATA.
Restrictions import & export	A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures webpage.
Plan de relance économique	For the general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 pandemic (fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the government of Israel, please consult the country's dedicated section in the IMF’s Policy Tracker platform.
Plan de soutien aux entreprises	For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's SME Covid-19 Policy Responses document. You can also consult the World Bank's Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19.

© eexpand, Tous droits de reproduction réservés.
Dernières mises à jour en Mars 2024